

## CONSEIL MUNICIPAL du 29 juin 2022

### PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf juin, le Conseil Municipal de la Ville de Périgueux s'est réuni dans la salle de ses séances, à l'Hôtel de Ville à Périgueux, sur convocation du et sous la présidence de Mme Delphine LABAILS, Maire, afin de délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

---

Etaient présents à l'ouverture de la séance : Mme LABAILS, M. LAVITOLA, Mme MARCHAND, Mme REYS, M. BOURGEOIS, Mme BECRET-DALLE, Mme COURAULT, Mme DOAT, Mme FAVARD, M. BARROUX, M. CAPET, M. GUIMBAIL, M. LEMAIRE, Mme CONDAMINAS, M. MARSAC, Mme LAPORTE, Mme CHERBERO, M. DEMARET, Mme BAYLET, Mme FRANCESINI, M. DUNOYER, M. AUDI, M. CADET, Mme TOULAT, Mme MAYAUD, M. GASCHARD, M. PALEM formant la majorité des membres en exercice.

Absents, excusés : M. PERIER (mandataire M. LAVITOLA), M. DELCROS (mandataire Mme MARCHAND), M. MASO (mandataire Mme LABAILS), Mme DUVERNEUIL (mandataire Mme COURAULT), Mme JARRIGE (mandataire Mme MAYAUD), Mme LANDON (mandataire M. PALEM)

Absents : M. VADILLO, M. ROUQUIE

---

**Madame la Maire** ouvre la séance à 17 heures 30.

Après l'appel des présents et vérification du quorum (la moitié + 1, en comptant les pouvoirs), Mme la Maire ouvre la séance.

Mme Béatrice LAPORTE, conseillère municipale, est désignée comme secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du C.G.C.T.

Le procès-verbal de la séance du 30 mars 2022 est ratifié à l'unanimité.

En introduction, **Madame la Maire** insiste sur la nécessité de faire des économies d'énergie, tant pour ce qui est du coût que de l'impact sur l'environnement. Elle indique que cela va impliquer certainement des renoncements et souligne que plusieurs points de l'ordre du jour sont en rapport avec ce thème.

**Madame Reys** présente le plan de déploiement des points d'apport volontaire (PAV) pour les ordures ménagères, ainsi que le tarif qui sera appliqué aux habitants de Périgueux.

**Monsieur Lavitola** informe le conseil que la prime « Ségur » va être mise en place pour le personnel du CCAS et qu'elle sera complétée par une prime pour prendre en compte l'augmentation des prix du carburant. Il est aussi prévu de mettre des véhicules de services à disposition des aides ménagères. Ils seront déployés en décembre prochain.

D2022 074 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 EXERCICE 2022 (rapporteuse Mme MARCHAND)

Madame Marchand présente le rapport.

SECTION DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

<b>* Charges de gestion courante (C/011).</b>	<b>591 100,00 €</b>
- 011.60623/332 "alimentation "	11 000,00 €
- 011.60623/40 "alimentation "	350,00 €
- 011.60628/020 "autres fournitures non stockées "	3 500,00 €
- 011.60628/322 "autres fournitures non stockées "	2 066,00 €
- 011.60628/332 "autres fournitures non stockées "	17 800,00 €
- 011.60628/94 "autres fournitures non stockées "	2 035,00 €
- 011.60628/95 "autres fournitures non stockées "	2 500,00 €
- 011.60631/40 "fournitures d'entretien "	2 750,00 €
- 011.60632/020 "fournitures de petit équipement "	8 700,00 €
- 011.60632/023 "fournitures de petit équipement "	5 200,00 €
- 011.60632/332 "fournitures de petit équipement "	2 000,00 €
- 011.60632/40 "fournitures de petit équipement "	325,00 €
- 011.6065/332 "livres, disques, cassettes "	2 700,00 €
- 011.611/020 "prestations de services "	55 500,00 €
- 011.611/023 "prestations de services "	62 800,00 €
- 011.611/322 "prestations de services "	19 000,00 €
- 011.611/3221 "prestations de services "	5 066,00 €
- 011.611/331 "prestations de services "	- 21 000,00 €
- 011.611/332 "prestations de services "	172 000,00 €
- 011.611/40 "prestations de services "	8 580,00 €
- 011.611/95 "prestations de services "	27 000,00 €
- 011.6135/023 "locations mobilières "	2 900,00 €
- 011.6135/332 "locations mobilières "	48 000,00 €
- 011.6135/40 "locations mobilières "	1 380,00 €
- 011.6188/332 "autres frais divers "	1 000,00 €
- 011.6188/40 "autres frais divers "	1 370,00 €
- 011.6231/023 "annonces et insertions "	5 040,00 €
- 011.6231/332 "annonces et insertions "	5 000,00 €
- 011.6236/023 "catalogues et imprimés "	3 000,00 €
- 011.6236/332 "catalogues et imprimés "	60 000,00 €
- 011.6236/95 "catalogues et imprimés "	568,00 €
- 011.6247/332 "transports collectifs "	2 000,00 €
- 011.6251/332 "voyages et déplacements "	58 000,00 €
- 011.6257/023 "réceptions "	2 970,00 €
- 011.6257/332 "réceptions "	10 000,00 €
<b>* Charges de gestion courante (C/012).</b>	<b>- 16 000,00 €</b>
- 012.6218/020 "autre personnel extérieur "	- 16 000,00 €
<b>* Charges de gestion courante (C/65).</b>	<b>47 250,00 €</b>
- 65.6531/021 "indemnités des élus "	50 000,00 €
- 65.6574/40 "subventions de fonctionnement "	- 2 750,00 €
<b>* Charges de gestion courante (C/67).</b>	<b>- 300 000,00 €</b>
- 67.67441/020 "subventions aux budgets annexes "	- 300 000,00 €

RECETTES

<b>* Produits des services (C/70).</b>	<b>37 400,00 €</b>
- 70.7018/023 « autres ventes de produits finis »	14 400,00 €
- 70.7018/332 « autres ventes de produits finis »	5 000,00 €
- 70.7062/332 « redevances et droits des services à caractère culturel »	10 000,00 €

- 70.7083/332 « locations diverses » .....	8 000,00 €
<b>* Participations (C/74).....</b>	<b>284 950,00 €</b>
- 74.74718/322 «autres participations Etat » .....	5066,00 €
- 74.74718/3221 «autres participations Etat » .....	5066,00 €
- 74.74718/95 «autres participations Etat » .....	5068,00 €
- 74.7472/332 « participations Région ».....	15 000,00 €
- 74.7473/332 « participations Département ».....	30 000,00 €
- 74.7477/020 « participations budget communautaire et fonds structurels »....	208 250,00 €
- 74.7478/332 "autres participations " .....	16 500,00 €

Les comptes de la section de fonctionnement sont équilibrés en dépenses et en recettes à la somme de 322 350 €.

## SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES

<b>C/ – 13 "Subventions d'investissement " .....</b>	<b>3 350,00 €</b>
-13.13258/822 "autres groupement de collectivités" .....	3 350,00 €
<b>C/ – 20 "Immobilisations incorporelles" .....</b>	<b>79 100,00 €</b>
- 20.2031/020 "frais d'études" .....	12 000,00 €
- 20.2031/822 "frais d'études" .....	97 000,00 €
- 20.2051/020 "concessions et droits similaires" .....	37 000,00 €
- 20.2051/822 "concessions et droits similaires" .....	31 100,00 €
<b>C/ – 204 "Subventions d'équipement versées" .....</b>	<b>100 000,00 €</b>
- 204.2041511/822 "groupement de collectivités" .....	100 000,00 €
<b>C/ – 21 "immobilisations corporelles" .....</b>	<b>636 900,00 €</b>
- 21.21316/026 "équipements du cimetière" .....	46 000,00 €
- 21.21318/824 "autres bâtiments publics " .....	535 000,00 €
- 21.21318/830 "autres bâtiments publics " .....	70 000,00 €
- 21.2152/94 "installations de voirie" .....	31 592,00 €
- 21.2158/821 "autres matériel et outillage technique" .....	15 000,00 €
- 21.2188/020 "autres immobilisations corporelles" .....	32 000,00 €
- 21.2188/3111 "autres immobilisations corporelles" .....	5 000,00 €
- 21.2188/313 "autres immobilisations corporelles" .....	4 500,00 €
- 21.2188/40 "autres immobilisations corporelles" .....	11 141,00 €
- 21.2188/94 "autres immobilisations corporelles" .....	26 667,00 €
<b>C/ – 23 "immobilisations en cours" .....</b>	<b>175 100,00 €</b>
- 23.2313/020 " constructions " .....	43 000,00 €
- 23.2313/212 " constructions " .....	50 000,00 €
- 23.2313/313 " constructions " .....	100 000,00 €
- 23.2313/322 " constructions " .....	20 000,00 €
- 23.2313/412 " constructions " .....	91 000,00 €
- 23.2313/822 " constructions " .....	247 000,00 €
- 23.2313/830 " constructions " .....	215 000,00 €
- 23.2315/816 " installations, matériel et outillage techniques " .....	10 000,00 €
- 23.2315/822 " installations, matériel et outillage techniques " .....	278 900,00 €
<b>C/ – 27 "Autres immobilisations financières" .....</b>	<b>1 100,00 €</b>
- 27.275/020 « dépôts et cautionnement versés ».....	1 000,00 €

## RECETTES

<b>C/ – 13 "Subventions d'investissement " .....</b>	<b>145 350,00 €</b>
- 13.1321/026 "subventions Etat" .....	40 000,00 €
- 13.1321/822 "subventions Etat" .....	102 000,00 €
13.13258/822 "autres groupement de collectivités" .....	3 350,00 €
<b>C/ – 16 "Emprunts et dettes assimilées " .....</b>	<b>300 000,00 €</b>
- 16.1641/01 « Emprunts en euros ».....	300 000,00 €

Travaux pour compte de tiers

Exécution d'office de travaux de sécurisation du mur de soutènement de la parcelle BM 122

En dépense :  
- 4541.4541-3/01 .....10 512,00 €  
En recette :  
- 4542.4542-3/01 .....10 512,00 €

Les comptes de la section de d'investissement sont équilibrés en dépenses et en recettes à la somme de 455 862 €.

**Madame la Maire** ouvre le débat.

**Monsieur Audi** indique que son groupe votera contre cette décision modificative, car il constate des choses étonnantes si on la remet en parallèle avec le budget primitif. Il pointe particulièrement les frais de voyage, ainsi que les sommes affectées pour le Festival du livre gourmand.

A ce sujet, **Madame Mayaud** se souvient qu'il avait été question d'un budget annexe pour ce festival, et s'étonne de voir des sommes inscrites au budget principal.

**Madame Marchand** confirme et indique que ce sont des sommes qui seront reventilées.

**Madame Mayaud** demande si elles seront reventilées pour l'animation de la Saint-Jean et un été sur les quais.

**Madame Marchand** répond que ces deux animations ont des crédits dédiés pour un montant de 4000 €

**Madame Mayaud** demande si les subventions inscrites sont escomptées ou attribuées.

**Madame Marchand** répond que sont inscrites celles qui sont font l'objet d'une attribution, soit celles qui ont été confirmée par courrier.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

Par 24 voix pour, 8 contre (Mmes Toulat, Mayaud, Jarrige, Landon, Mrs Dunoyer, Audi, Cadet, Palem) et une abstention (M. Gaschard), le Conseil municipal approuve la Décision Modificative n° 1 proposée par Madame La Maire et arrêtée aux chiffres suivants :

	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	455 862,00	455 862,00
FONCTIONNEMENT	322 350,00	322 350,00
TOTAL	778 212,00	778 212,00

## D2022\_075 - ADMISSIONS EN NON VALEUR (rapporteuse Mme MARCHAND)

Madame Marchand présente le rapport.

Vu la commission Finances du mardi 21 juin 2022 ;

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la collectivité l'admission en non valeur de ces sommes.

L'admission en non-valeur est une procédure budgétaire et comptable ; elle doit être prononcée par l'assemblée délibérante, sur présentation d'un état des sommes non recouvrées détaillant les noms des débiteurs, les montants et les motifs de non recouvrement.

Cette procédure correspond à un apurement comptable qui se traduit par une charge dans le budget de la collectivité au compte 6541. La somme de 6 500 € a fait l'objet d'une inscription budgétaire au BP 2022.

Monsieur le Trésorier a communiqué à Madame La Maire la liste de non valeurs pour un montant de 6 289,06 €.

L'ensemble des procédures juridiques de recouvrement dont le trésorier dispose, ayant été mises en œuvre,

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

A l'unanimité, le Conseil municipal décide d'admettre en non-valeur au titre des produits irrécouvrables la somme de 6 289,06 € correspondant au détail transmis par le comptable selon la liste jointe à la délibération.

## D2022\_076 - FONDS EUROPÉENS REACT-EU CENTRE DE VACCINATION APPROBATION PLAN DE FINANCEMENT DÉFINITIF (rapporteuse Mme MARCHAND)

Madame Marchand présente le rapport.

Vu la commission finances du mardi 21 juin 2022 ;

L'Union Européenne a mis en place l'initiative « REACT-EU » qui vise à soutenir la réparation des dommages économiques et sociaux engendrés par la crise liée à la pandémie de Covid-19 tout en préparant une reprise écologique numérique et résiliente de l'économie.

L'initiative REACT-EU en Nouvelle-Aquitaine ouvre des possibilités de financement des actions de vaccination qui peuvent couvrir une bonne partie, voire l'intégralité des dépenses liées à ces actions.

### **I Présentation du projet global**

Afin d'assurer l'efficacité et la rapidité de la mise en place de la campagne de vaccination nationale contre le Covid-19, le centre de vaccination Victoria du Centre Hospitalier de Périgueux a été déplacé vers la Filature de l'Isle, ce qui a entraîné une forte implication de la ville dans le portage du dispositif de vaccination contre la Covid.

L'ouverture du centre de vaccination a eu lieu le lundi 15 mars.

La participation de la Ville de Périgueux a consisté à :

- Mettre à disposition les locaux de La Filature de l'Isle pour l'installation d'un centre de vaccination dépendant du Centre hospitalier de Périgueux.

- Mettre à disposition de personnels municipaux et de vacataires pour assurer la mise en place, le fonctionnement du centre de vaccination (accueil téléphonique et physique de la structure, accueil et accompagnement des patients sur les lignes de vaccination, entretien, désinfection...).

La mise à disposition de personnels municipaux a représenté un coût conséquent entièrement assumé par la Ville de Périgueux.

En effet, la mise en place du site et son fonctionnement a coûté à la ville la somme de 526 555 € de mars 2021 à avril 2022.

La masse salariale liée à la mise à disposition de personnels municipaux concerne la majeure partie des dépenses à laquelle s'ajoute des dépenses de fonctionnement (fluides...).



## II Calendrier de l'opération

Mise en œuvre du 15/03/2021 au 15/04/2022

## III Le plan de financement définitif.

### PLAN de FINANCEMENT PREVISIONNEL

PLAN de FINANCEMENT PREVISIONNEL				
Désignation dépenses	En euros HT	Désignation recettes	En euros	En %
Dépenses de personnel	496 555 €	<b>Financements publics : 80 % maximum</b>		
Dépenses de fonctionnement	30 000 €	Fonds Européens REACT-EU	526 555 €	100%
		Autres organismes publics (à préciser) :		
		<b>Total financements publics</b>		
		<b>Financements privés :</b>		
		<b>Autofinancement : 20 % minimum</b>		
<b>TOTAL HT :</b>	<b>526 555 €</b>	<b>TOTAL HT :</b>	<b>526 555 €</b>	<b>100 %</b>

Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.

A l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver le plan de financement définitif de l'opération de mise en place d'un Centre de vaccination de Périgueux ;
- d'autoriser Madame la Maire à solliciter une subvention des Fonds Européens au titre de REACT-EU, pour ce projet, selon le plan de financement définitif ci-dessus.

### D2022 077 - FONDS EUROPÉENS REACT-EU- PLAN DE VÉGÉTALISATION ET DÉSIMPÉRMÉABILISATION (rapporteur Mme MARCHAND)

Madame Marchand présente le rapport.

Vu la commission Finances du mardi 21 juin 2022 ;

L'Union Européenne a mis en place l'initiative « REACT-EU » qui vise à soutenir la réparation des dommages économiques et sociaux engendrés par la crise liée à la pandémie de Covid-19 tout en préparant une reprise écologique numérique et résiliente de l'économie.

L'initiative REACT-EU en Nouvelle-Aquitaine ouvre des possibilités de financement des actions liées à la transition environnementale dite « Green Deal » tels que les projets de végétalisation et renaturation des bâtiments et espaces publics.

L'artificialisation des sols est aujourd'hui une préoccupation des pouvoirs publics, aussi bien à l'échelon national que local. Des solutions pour désimperméabiliser les sols urbains, les végétaliser, sont mises en œuvre dans les territoires. La renaturation et la désimperméabilisation des sols urbains ont de nombreux avantages: outre l'amélioration du cadre de vie, elles permettent de favoriser le cycle de l'eau en réduisant le ruissellement, favorisent la biodiversité et contribuent à réduire le phénomène d'îlots de chaleur.

Ces solutions concernent différentes échelles, de la rue à la ville en passant par le quartier. Elles s'inscrivent dans les réponses aux enjeux de la ville de demain en lien avec l'adaptation au changement climatique.

La Ville de Périgueux souhaite s'appuyer sur une stratégie d'adaptation au changement climatique pour en contrer les effets néfastes et notamment des îlots de chaleur urbains en maximisant de la végétalisation des espaces dans le tissu bâti existant.

Ainsi, la Ville de Périgueux poursuit plusieurs objectifs opérationnels :

- Végétaliser pour développer la fonctionnalité écologique d'un milieu fortement urbanisé (développement de la biodiversité, adaptation des palettes végétales traditionnellement utilisées, épuration de l'air, séquestration de carbone...);
- Végétaliser afin de réduire la vulnérabilité des populations fragiles (enfants, personnes âgées notamment) au phénomène d'«îlot de chaleur urbain», qui pourrait aggraver les risques caniculaires et donc sanitaires ;
- Végétaliser pour améliorer le cadre de vie des habitants en faisant de la végétalisation un axe fort des actions de confort estival urbain et afin de créer des îlots de fraîcheur urbain (parcours fraîcheur, fontaines urbaines, utilisation des parcs urbains...).

Plusieurs types d'actions sont et seront mis en œuvre :

- Développement de la végétalisation des espaces publics

Le plan de végétalisation « 1 jour, un arbre » 2021-2026 actuellement mis en œuvre permet de systématiser et densifier la végétalisation lors de chaque projet d'aménagements concernant des espaces publics (parcs, places publiques, voirie, stationnement sur voirie, cours d'écoles, équipements publics...). Les espaces résiduels feront également l'objet de plantations.

- Le Permis de végétaliser

La mise en place d'un permis de végétaliser permet aux habitants de porter des initiatives individuelles de verdissement et fleurissement des espaces publics de proximité (fleurir le pied d'un arbre, installer un bac devant chez soi, faire pousser une plante sur le trottoir...).

- Plantation de vergers comestibles

Le développement de vergers comestibles a été mené sur les sites du Moulin du Rousseau et du Grand Puy Bernard. D'autres sites sont à l'étude pour la mise en place de cette végétalisation nourricière.

- Actions de désimperméabilisation d'espaces publics

Il s'agit de travailler au remplacement d'espaces enrobés par des matériaux poreux voire des espaces végétalisés lorsque cela sera possible. Des actions de ce type sont privilégiées dans les cours d'école dans le cadre de projet de restructuration d'ensemble, à l'image du projet de réhabilitation de l'Ecole André Boissière. Les cours des écoles du Toulon, Solange Pain sont également appelées à être traitées par des procédés de désimperméabilisation.

Le parvis du Pôle socioculturel et sportif de Clos Chassaing a ainsi fait l'objet d'un traitement permettant la perméabilité du sol avec l'installation de végétaux insérés dans le revêtement maçonné.

Des actions de désimperméabilisation sont également envisagées dans les cimetières.

La pose d'un revêtement perméable sur les allées du cimetière du Nord est ainsi prévu.

## **II Calendrier de l'opération**

Mise en œuvre du 2021 à 2023

## **III Le plan de financement prévisionnel**

### **PLAN de FINANCEMENT PREVISIONNEL**

PLAN de FINANCEMENT PREVISIONNEL				
Désignation dépenses	En euros HT	Désignation recettes	En euros	En %
Plan végétalisation 1 jour, 1 arbre	1 210 500 €	<b>Financements publics : 80 % maximum</b>		
Désimperméabilisation des cours d'école	814 560 €	Fonds Européens REACT-EU	1 527 692 €	66%
Désimperméabilisation parvis Pôle sportif et culturel Clos Chassaing	208 000 €	Autres organismes publics (à préciser) : Etat DSIL	170 169 €	14%
Désimperméabilisation Allées cimetière Nord	89 266 €	Autres organismes publics (à préciser) : Région Nouvelle-Aquitaine	160 000 €	13%
		<b>Total financements publics</b>		
		<b>Financements privés :</b>		
		<b>Autofinancement : 20 % minimum</b>	464 465 €	20%
<b>TOTAL HT</b>	<b>2 322 326 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>2 322 326 €</b>	<b>100 %</b>

Madame la Maire ouvre le débat.

Monsieur Palem se dit favorable à la végétalisation des espaces urbains, mais s'interroge sur les solutions pour ce faire. Il se demande si, plutôt que de clairsemer les massifs, ce qui entraîne des coûts de fonctionnement, il ne serait pas préférable de créer un nouveau parc, afin que ce ne soit pas la vision de l'immédiateté qui l'emporte.

Madame Marchand partage ce point de vue concernant les arbres en pot et précise que la municipalité a créé des vergers et planté le parc de la source. Elle précise que là, c'est pour mettre de l'ombre dans les rues.

Monsieur Bourgeois confirme et indique que pour planter un arbre, il faut un volume de terre suffisant et adapter les essences.

Madame la Maire demande à Monsieur Palem quel espace public il verrait pour transformer en parc.

Monsieur Palem répond que la place Mauvard pourrait convenir.

Monsieur Audi se demande si l'école maternelle du Gour de l'Arche, dont l'avenir est incertain, ne pourrait pas convenir.

Madame la Maire répond que ce serait bien que chaque école puisse être dotée d'un verger, mais pour ce qui concerne la maternelle du Gour de l'Arche, qui n'est pas menacée, le projet est, à la demande des enseignants, de réunir les deux écoles dans le même lieu et de céder le bâtiment à une autre collectivité.

Plus personne ne souhaitant intervenir il est passé au vote.

Par 25 voix pour, et 8 abstentions (Mmes Toulat, Mayaud, Jarrige, Landon, Mrs Dunoyer, Cadet, Audi, Palem), le Conseil municipal décide :

- d'approuver le plan de financement prévisionnel de l'opération de végétalisation et désimperméabilisation ;
- d'autoriser Madame la Maire à solliciter une subvention des Fonds Européens au titre de REACT-EU, pour ce projet, selon le plan de financement définitif ci-dessus.



**Madame Marchand** présente le rapport.

Vu la commission Affaires générales, ressources humaines, administration municipale du mercredi 22 juin 2022 ;

Dans le cadre de l'organisation de l'évènement *Un été sur les quais*, qui se déroulera du 14 juillet au 21 août 2022, il convient de fixer les tarifs pour la location des chalets aux commerçants.

Ces tarifs seraient les suivants :

**-Location chalet comptoir ou boutique avec fourniture d'une puissance électrique inférieure à 16A :**

Tarif journalier net : 22,50 €

**-Location chalet double comptoir ou boutique avec fourniture d'une puissance électrique inférieure à 16A :**

Tarif journalier net : 40 €

- Supplément fourniture électrique de 16 à 32 A : 25 € / semaine

- Supplément fourniture électrique de 32 à 64 A : 50 € / semaine

- Supplément arrivée d'eau : 12,50 € / semaine

Les encaissements seront réalisés par la régie de recettes du service évènementiel.

De même, il convient de prévoir les tarifs afférents à une buvette, qui pourrait être déployée sur les festivités organisées par le service évènementiel, en l'absence de commerçants ouverts.

Ces tarifs seraient les suivants :

- Bière pression.....2,00 €

- Softs/Sodas.....2,00 €

- Jus de fruits.....1,50 €

- Sirop à l'eau.....1,00 €

- Bouteille d'eau (1,5 l).....2,00 €

- Bouteille d'eau (0,5 l).....1,00 €

- Gâteaux/friandises.....1,50 €

- Café/Thé.....1,00 €

**Madame la Maire** ouvre le débat. Pour sa part, elle souhaite que soit précisé que les ventes interviendraient en l'absence de concurrence avec le privé.

**Monsieur Dunoyer** émet l'idée d'installer une piscine sur les quais pour l'été pour les enfants qui ne pourraient pas partir en vacances.

**Madame la Maire** indique qu'elle préférerait que la communauté d'agglomération ouvre la piscine Lakanal et que demande a été faite en ce sens auprès du Grand Périgueux. Elle se dit favorable à ce qu'une piscine puisse rester ouverte en ville pour l'été.

**Monsieur Palem** demande si elle a reçu une réponse de l'agglomération.

**Madame la Maire** répond que pas pour l'instant et que la question pourra être posée le lendemain en conseil communautaire.

**Madame Toulat** est gênée par la concurrence qui pourrait être faite aux professionnels.

**Madame Mayaud** précise qu'il est possible de modifier la délibération comme l'a indiqué Madame la Maire au début.

**Monsieur Demaret** trouve qu'installer une piscine sur les quais serait une bonne idée, si cela n'entraînait pas autant de contraintes pour l'accessibilité, la création de toilettes et de vestiaires. Ouvrir la piscine Lakanal lui paraît une meilleure solution.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

A l'unanimité, le Conseil municipal approuve la création des tarifs ci-dessus, avec la modification demandée..

## D2022 079 - FESTIVAL DU LIVRE GOURMAND : CRÉATION DE TARIFS (rapporteur M. GUIMBAIL)

Monsieur Guimbail présente le rapport.

Vu la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022 ;

Dans le cadre de l'organisation du Festival du Livre Gourmand, plusieurs tarifs doivent être créés, notamment :

- pour la location de stands aux libraires,
- pour la location de stands aux autres exposants,
- pour les spectacles
- pour les ateliers cuisine.

### **- STAND LIBRAIRES**

Location d'un stand de taille unique pour tous les libraires à 450€ l'unité.

### **- STAND POUR AUTRES EXPOSANTS**

- 200€ : 2m linéaires
- 275€ : 3m linéaires
- 350€ : 4m linéaires et/ou stand type chalet
- 400€ : 5m linéaires
- 100€ par mètre linéaire supplémentaire

### **- SPECTACLES**

Jeune public :

Tarif unique : 5€

Tout public :

- Plein tarif : 15€

- Tarif réduit : 8€

- Deux spectacles plein tarif : 25€

Spectacle avec dégustation :

Tarif unique : 25€

Bénéficiaires du tarif réduit :

- Moins de 18 ans

- Étudiants

- Demandeurs d'emploi

- Bénéficiaires du RSA ou de l'AAH

- Service civique

- Titulaires d'une carte d'invalidité

- Intermittents du spectacle

- Groupe de +10 personnes

- Salariés des entreprises partenaires du Festival du Livre Gourmand

### **- ATELIERS CUISINE**

- Atelier parent/enfant : 15€
- Atelier adulte : 15€
- Atelier adulte en duo : 25€ la table de travail

**Madame la Maire** donne les dates du prochain festival, qui se tiendra les 19,20 et 21 novembre 2022. L'entrée sera gratuite, mais une contribution sera demandée pour les ateliers.

**Madame Baylet** indique que la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le conseil municipal approuve les tarifs ci-dessus :**

## D2022 080 - RÉAMÉNAGEMENT ET EXTENSION DU SANS RÉSERVE – DEMANDE DE SUBVENTION (rapporteur M. GUIMBAIL)

Monsieur Guimbail présente le rapport.

### CONTEXTE.

Afin de développer une politique culturelle ouverte et ambitieuse, la Ville de Périgueux s'appuie sur des opérateurs culturels et des partenaires associatifs mobilisés mais également sur ses équipements structurants. Pour accueillir des spectacles vivants, la capitale du Périgord dispose de plusieurs théâtres et d'une salle de concert – Le Sans Réserve.

Ce lieu dédié aux musiques actuelles se situe dans le quartier prioritaire de la Politique de la Ville de la Boucle de l'Isle, dans l'arrondissement Le Toulon / La Gare, à 2,5 km de l'hyper centre. Situé le long de la RD939, axe à forte circulation, la visibilité de ce bâtiment est importante. Le Sans Réserve a été aménagé il y a une vingtaine d'années dans la partie sud de la salle Omnisport du Toulon dont l'activité sportive est également dense.

L'association Sans Réserve est labellisée SMAC (Scène de Musiques Actuelles) par le ministère de la Culture en lien avec la Ville de Périgueux, le département de la Dordogne et la Région Nouvelle Aquitaine. Elle exploite ce bâtiment à travers un projet artistique et culturel reposant sur 4 axes :

- Diffusion,
- Création,
- Action, culturelle,
- Accompagnement des pratiques.

Cet équipement présente la particularité d'être à la fois un bâtiment prégnant dans le paysage du quartier pour lequel une manifestation « Dedans/Dehors » se tient chaque année, et d'avoir un rayonnement qui va bien au-delà. En effet, la programmation du Sans Réserve attire un public originaire de tout le département, dont un tiers est périgourdin.

Il fonctionne en synergie avec la Filature de l'Isle, équipement communal offrant des salles au tissu associatif local et des studios d'enregistrement.

### PROJET DE REAMENAGEMENT ET D'EXTENSION

Afin de valoriser le patrimoine culturel que représente le SANS RESERVE, devenu trop exigü et de l'adapter au développement de ses actions et manifestations, la ville de Périgueux, en concertation avec l'association « Sans Réserve », a défini un cahier des charges en vue de recruter une équipe de maîtrise d'œuvre en 2020 pour étudier la faisabilité du réaménagement, de l'extension et de la mise en conformité de ce bâtiment.

Cet équipement n'a pas fait l'objet, depuis sa construction, de modifications importantes. Seule la partie parking a été reprise en 2017 et la façade modernisée avec la réalisation d'un graff.

Une équipe de maîtrise d'œuvre a été recrutée au début de l'année 2022 et a pour mission de réaliser les études, de définir les besoins et de suivre la réalisation des travaux.

L'équipe est composée :

- d'un Architecte,
- d'un bureau d'études structure,
- d'un bureau d'études fluides,
- d'un acousticien.

#### **- Eléments du programme :**

L'objectif des travaux est de fournir aux occupants, associations, artistes et aux usagers des locaux adaptés et conformes aux usages. De plus, ils doivent mettre l'ensemble du bâtiment en conformité avec les différentes réglementations (accessibilité, amiante, performance énergétique, sécurité des accès, alarme incendie, renouvellement d'air, désenfumage ...etc.).

L'équipe de maîtrise d'œuvre réalisera une large concertation avec les utilisateurs mais également avec les habitants du quartier afin de les associer à la définition du projet.

Il est proposé une restructuration de certains locaux existants et la création d'une ou plusieurs extensions susceptible de répondre aux besoins exprimés. Le bâtiment disposera d'une surface de près de 810 m<sup>2</sup> contre 525 m<sup>2</sup> actuellement.

Les travaux prévus sont les suivants :

- Réhabilitation, extension et restructuration du bâtiment ;

- Isolation thermique du bâtiment ;
- Traitement acoustique des locaux en fonction des usages ;
- Mise aux normes d'accessibilité ;
- Aménagements des espaces en vue d'un meilleur confort ;
- Prise en compte des usages avec les espaces extérieurs ;
- Conception d'un bâtiment à faible maintenance et emploi de matériaux durable ;
- Conception d'espaces partagés et mutualisables ;
- Enfin, toutes actions ou aménagements permettant de réaliser un bâtiment tourné vers l'avenir avec les objectifs de respect de l'environnement et des usages, de l'accueil de tous publics et de confort.

- Plan de financement prévisionnel

#### PLAN de FINANCEMENT PREVISIONNEL avec options

<b>PLAN de FINANCEMENT PREVISIONNEL avec options</b>				
Désignation dépenses	En euros Hors Taxes	Désignation recettes	En euros	En %
Travaux de rénovation et d'extension	1 275 000 €	<b>Financements publics : 80 % maximum</b>		
Option Dallage club	10 500 €	ETAT (DDR, DGE, autres...) à préciser : DRAC	729 934 €	45 %
Option Toiture végétalisée	12 500 €	Autres organismes publics (à préciser) : Région Nouvelle Aquitaine	405 518 €	25 %
Option isolant biosourcé en R+1	19 500 €	Département de la Dordogne	162 207 €	10 %
Option préinstallation sonorisation	14 500 €	<b>Total financements publics</b>		
Mise en conformité désenfumage	14 000 €	<b>Financements privés :</b>		
Réaménagement complet espaces extérieurs	64 500 €	<b>Autofinancement : 20% minimum</b>	324 416 €	20 %
Frais Maîtrise d'Oeuvre	211 575 €			
<b>TOTAL HT :</b>	<b>1 622 075 €</b>	<b>TOTAL HT :</b>	<b>1 622 075 €</b>	<b>100 %</b>

- Calendrier de l'opération
- Novembre-Décembre 2021 : lancement consultation Maîtrise d'Œuvre,
- Février 2022 : désignation du maître d'œuvre,
- Mars-Avril 2022 : réalisation DIAG/Esquisse puis validation,
- Mai-Juin 2022 : réalisation de l'Avant-Projet Sommaire/Avant Projet Définitif puis validation,
- Juillet-Aout 2022 : réalisation PROJET Document de Consultation des Entreprises puis validation,
- Septembre 2022 : lancement consultation marché de travaux,
- Novembre 2022 : attribution des marchés.

Madame la Maire indique que les coûts ont été ajustés pour demander les subventions. La phase de concertation commencera à la rentrée et un point d'étape pourra être fait lors du conseil de fin septembre.

Madame Baylet indique que la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.

A l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver le projet et le plan de financement prévisionnel de l'opération de réaménagement et d'extension du Sans Réserve
- d'autoriser Madame la Maire à solliciter les partenaires cofinanceurs pour la réalisation ce projet, selon le plan de financement prévisionnel ci-dessus.

**D2022\_081 - SIGNATURE DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS DE L'ODYSSÉE (rapporteur M. GUIMBAIL)**

Monsieur Guimbail présente le rapport.

Convention pluriannuelle d'objectifs entre la ville de Périgueux, l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Conseil départemental de la Dordogne, et l'association l'Odyssée.

Cette convention sera effective de 2022 à 2025 et aura pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire et les partenaires publics pour la mise œuvre du programme d'actions artistiques et culturelles, correspondant à l'appellation « art et création », mention « arts du mime et du geste » à laquelle s'engage l'Odyssée, à son initiative et sous sa responsabilité, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets et mesurables.

Elle fixe :

- La mise en œuvre concrète du programme d'actions artistiques et culturelles ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du programme d'actions artistiques et culturelles.

Les partenaires publics contribuent financièrement à la réalisation du programme d'actions artistiques et culturelles.

La convention reprend les considérants de la politique culturelle de chaque partie, l'objet de la convention, les objectifs et modalités de mise en œuvre du projet artistique et culturel, la durée, le financement, les justificatifs, les autres engagements, les sanctions, l'évaluation, les conditions de renouvellement, la suspension, l'avenant, les annexes, la résiliation et le recours.

Madame la Maire indique que cette convention est l'aboutissement de 24 mois de négociation avec les partenaires.

Madame Baylet indique que la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

A l'unanimité, le Conseil municipal autorise Madame la Maire à signer la convention pluriannuelle d'objectifs de l'Odyssée qui couvre la période de 2022 à 2025.

**D2022\_082 - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UNE MISSION DE PRÉFIGURATION EN VUE DE L'ADHÉSION DE LA COMMUNE DE PÉRIGUEUX AU SYNDICAT MIXTE DU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE (rapporteur M. GUIMBAIL)**

Monsieur Guimbail présente le rapport.

Le Département de la Dordogne compte de multiples structures publiques, privées et associatives pour l'enseignement et la pratique de la musique.

A Périgueux, depuis 1982, date de la municipalisation de l'ancienne école de musique, c'est le Conservatoire Municipal de Musique et Danse de Périgueux installé en 1989 à La Visitation, rue Littré, qui dispense un enseignement pluridisciplinaire visant à former les musiciens et les danseurs amateurs périgourds, conformément à la Charte pour l'éducation artistique émanant du Ministère de l'Éducation Nationale. Elle permet à chacune et à chacun de bénéficier d'une éducation artistique et culturelle.

Dans notre Département, le Conseil Départemental de la Dordogne a initié le regroupement de syndicats locaux à vocation d'enseignement musical et de communes afin d'unir leurs moyens et offrir aux périgourds un service public d'enseignement spécialisé de la musique homogène dans son fonctionnement et ses contenus, qui a abouti à la création en février 1986 du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne.

Une réflexion est actuellement engagée afin que les objectifs de ces trois acteurs dans le domaine de l'éducation artistique convergent pour :

- défendre des valeurs fortes comme la création, l'ouverture esthétique, la diffusion et la rencontre des publics, dans les secteurs de la musique, de la danse et du théâtre...



- proposer à tous les publics, enfants, adolescents et adultes qui souhaitent découvrir, s'initier, se perfectionner, pratiquer la musique, le théâtre et la danse sous diverses formes des cursus différenciés, depuis le niveau d'éveil jusqu'à des parcours personnalisés,
- faire en sorte que la danse, la musique et le théâtre soient accessibles à chacun en favorisant les premières approches, mais aussi de défendre la spécificité de l'enseignement orienté vers la formation d'artistes amateurs, autonomes, ou de candidats à l'aventure professionnelle.

Forts de ce constat, et avec l'objectif de mettre en commun leurs moyens dans un souci d'harmonisation des méthodes et des parcours pédagogiques, ainsi que de rationalisation des deniers publics, la Ville de Périgueux, le Conseil Départemental de la Dordogne, le Syndicat mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne se sont rapprochés afin d'étudier les conditions d'adhésion de la Ville de Périgueux au Syndicat et l'intégration du conservatoire municipal.

Pour cela, il convient de mettre en place une mission commune pour étudier les conditions de cette fusion.

**Madame la Maire** donne des précisions sur le recrutement du futur directeur, qui sera également chargé de la préfiguration. Il sera recruté à 50% par la Ville et 50% par le syndicat.

**Madame Mayaud** demande combien d'enfants sont inscrits au Conservatoire, ainsi qu'en classe CHAM.

**Madame la Maire** donne les chiffres.

**Madame Mayaud** précise que ce dossier a déjà connu par le passé plusieurs tentatives qui n'ont pas abouti. Elle attire l'attention du conseil sur la difficulté de sortir du syndicat une fois qu'on y a adhéré.

**Madame Baylet** indique que la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

A l'unanimité, le Conseil municipal autorise **Madame la Maire** à signer la convention pour la mise en place d'une mission de préfiguration en vue de l'adhésion de la commune de Périgueux au syndicat mixte du conservatoire à rayonnement départemental.

#### **D2022 083 - DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA 2ÈME ANNÉE DE LABELLISATION BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE DE RÉFÉRENCE (rapporteur M. GUIMBAIL)**

**Monsieur Guimbail** présente le rapport.

La médiathèque Pierre Fanlac et la Bibliothèque départementale Dordogne-Périgord ont été conjointement labellisées « Bibliothèque numérique de référence » en juin 2021.

Cette mutualisation est gage de clarté pour les Périgourdins et d'économies d'échelle pour les collectivités.

Ces projets numériques structurants s'inscrivent dans la stratégie nationale de développement des usages numériques au sein des établissements de lecture publique, stratégie soutenue par le Ministère de la Culture via la labellisation.

Les dossiers validés par le Ministère se déploient sur 3 ans et donnent lieu à des subventions pour ces 3 années consécutives. Si le tableau financier récapitulatif du dossier est commun, chaque administration présente son propre plan de financement et reçoit directement chaque année la subvention demandée.

Le plan de financement pour l'année 2022 est proposé en annexe, ainsi qu'un document présentant un bilan de l'année 1 et les perspectives pour l'année 2.

Les axes principaux de ce dossier labellisé BNR portent sur l'inclusion numérique des Périgourdins et la réduction de la fracture numérique grâce à la médiation numérique, sur la mise en place d'une nouvelle plateforme de ressources numériques, au modèle économique soutenable, permettant de rapprocher les lieux culturels des Périgourdins,

et sur la montée en compétences numériques des personnels de bibliothèque grâce à un plan de formation continue développé conjointement avec la BDDP.

Pour la médiathèque Pierre Fanlac, le cœur de ce plan est constitué par l'équipement numérique de l'établissement, nécessaire à la mise en place d'un programme d'ateliers de médiation numérique ambitieux.

Pour cette année 2, la mise en place d'un service de questions/réponses documentaires en ligne et d'outils pour valoriser le patrimoine numérisé de la médiathèque élargira l'impact de la labellisation BNR à l'ensemble de l'équipe.

Une subvention pourrait être demandée à l'État au taux le plus élevé possible au titre des subventions à la labellisation « Bibliothèque numérique de référence », ainsi qu'au taux le plus élevé possible au titre du fonds de soutien à l'investissement local.

Un plan de financement 2022 est annexé à la présente délibération.

**Madame Baylet** indique que la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal décide :**

- d'autoriser Madame la Maire à approuver la demande de subvention dans le cadre de la labellisation Bibliothèque Numérique de Référence (BNR) constituée par le Département de la Dordogne et la Ville de Périgueux, via la Bibliothèque Départementale Dordogne-Périgord (BDDP) et la Médiathèque Pierre Fanlac de Périgueux ;
- de signer la demande de labellisation et tous les documents s'y rapportant, ainsi que les demandes de subvention auprès du Ministère de la Culture, au nom et pour le compte de la Ville.

#### **D2022 084 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE TAILLEFER – LA CLAUTRE (rapporteur M. BOURGEOIS)**

**Monsieur Bourgeois** présente le rapport.

Dans une démarche de transition écologique et citoyenne et en partenariat avec les services de l'Etat (DRAC, STAP) mais aussi d'autres partenaires institutionnels et associatifs, la municipalité entend donner une cohérence et un nouvel élan à son cœur de ville à travers une politique de préservation et valorisation patrimoniale, de verdissement des espaces et d'accompagnement des mutations modales, tout en développant parallèlement des projets d'animations et de mise en valeur à des fins culturelles, touristiques et commerciales.

Ce projet cœur de ville porte sur des enjeux multiples :

- économique : confirmation de la notoriété de l'image touristique de Périgueux, diversification de l'offre commerciale et enrichissement de l'offre touristique,
- accessibilité : intégration des différents modes de déplacement,
- écologique : vers une renaturation de la ville,
- social : appropriation par la population locale et les visiteurs,
- patrimonial : préservation et valorisation du patrimoine architectural et urbain par l'aménagement des espaces publics majeurs de la Ville.

L'aménagement de la rue Taillefer - la place de la Clautre, en concertation avec les habitants et les acteurs économiques s'inscrit dans cette démarche, et pour ce faire la Ville souhaite avoir recours à une équipe de Maîtrise d'œuvre.

La mission est composée d'un lot unique qui comporte des études de maîtrise d'œuvre (intégralité des éléments de mission MOP) pour l'aménagement d'espaces publics et l'accompagnement pour la concertation à mener tout au long du projet (art.L.103.2 et L.300-1 du Code de l'Urbanisme).

La mission devra intégrer une démarche de partage favorisant l'adhésion des différents acteurs, à chaque temps fort du projet : conception, réalisation-travaux et livraison, inauguration :

- . habitants,
- . commerçants y compris non sédentaires,
- . touristiques et culturels

- . services gestionnaires de la ville (espaces verts, voirie, évènementiel).
- . administratif : ABF, DRAC, etc...

Les attendus de cet aménagement sont les suivants :

- . un **espace public apaisé** avec un meilleur partage (déplacements, usages, population en âge et catégorie) et notamment plus de place aux piétons,
- . un **traitement paysager** affirmé et innovant, intégrant un fleurissement saisonnalisé et participant à la réduction des îlots de chaleur,
- . une **mise en valeur des monuments historique et du patrimoine** urbain, celle-ci pourra être étendue à l'aspect archéologique du site,
- . une **activité commerciale favorisée**, avec un travail sur le fonctionnement de nouvelles terrasses créées (mobilier, emplacement,...),
- . une amélioration fonctionnelle et spatiale du **marché** se tenant le mercredi et samedi matin,
- . un **évènementiel** facilité (Nuits gourmandes, concerts, mapping sur cathédrale,...)
- . une **gestion quotidienne** aisée (nettoyage, entretien,...).

Il devra être cohérent avec les sites déjà aménagés et présentera des amorces vers les espaces à requalifier ultérieurement (Place Mauvard, les Quais) mais aussi vers les projets structurants du centre-ville (halles du Coderc, contrôle d'accès du secteur sauvegardé).

Pour choisir le maître d'œuvre qui va accompagner la Ville dans sa démarche, et s'agissant d'un marché d'infrastructure, un appel public à concurrence été lancé le 18 mars dernier pour la conclusion d'un marché négocié.

La commission d'appel d'offre s'est réunie le 28 juin 2022 pour procéder au classement des candidats, et a placé en première position le cabinet Bouriette & Vaconsin, 33300 Bordeaux.

**Madame la Maire** ouvre le débat.

**Monsieur Palem** demande si l'équipe retenue comprend un architecte du patrimoine.

**Madame la Maire** répond que de toute façon, le projet sera mené en concertation avec l'architecte des bâtiments de France.

**Monsieur Audi** indique que son groupe s'abstiendra sur ce dossier, pour les raisons suivantes. Il trouve le projet flou et sans schéma directeur. Il est étonné de devoir avoir recours à un cabinet extérieur à la ville. Il existe une forte résistance à la « confiscation » de l'hypercentre.

**Monsieur Dunoyer** demande combien de places de stationnement vont être supprimées. Il dit penser aux commerçants qui ont besoin de stationnement temporaire.

Il soutient la mise en place de dispositifs modulables en fonction de la saison si la rue doit être rendue aux piétons.

**Madame la Maire** indique qu'aucun architecte local n'a fait acte de candidature au moment de l'appel public à concurrence.

Elle conteste l'absence de schéma directeur pour l'aménagement du centre-ville et renvoie au cahier des charges de la consultation pour le choix de l'architecte qui le démontre.

Elle rappelle que le projet n'est pas arrêté et que tout le monde pourra participer à la concertation. Pour le moment, aucune place de stationnement n'est supprimée et pour cause.

Effectivement, la saisonnalité des dispositifs de circulation et de stationnement pourra être envisagée, mais au niveau du secteur sauvegardé en entier et pas seulement la rue Taillefer. Des expériences sont d'ailleurs en cours.

Elle redonne des explications concernant la mise en place de bornes escamotables aux entrées du secteur sauvegardé.

**Monsieur Bourgeois** rappelle que le projet devra également s'inscrire dans la logique du PPSMV du secteur historique.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

Par 26 voix pour et 7 abstentions (Mmes Toulat, Mayaud, Jarrige et Mrs Dunoyer, Audi, Cadet, Gaschard), le Conseil municipal autorise Madame la Maire à signer le marché avec le prestataire retenu en première position par la Commission d'appel d'offres.

## D2022 085 - CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT À LA MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF ECO-ÉNERGIE TERTIAIRE (rapporteur M. BOURGEOIS)

Monsieur Bourgeois présente le rapport.

Les bâtiments représentent à eux seuls 44 % de l'énergie consommée en France et 25 % des émissions de gaz à effet de serre. Le parc tertiaire total équivaut à 940 millions 17 de m<sup>2</sup> de surface de plancher, dont 380 millions de m<sup>2</sup> uniquement pour les collectivités.

### Contexte.

La parution du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit « Décret Tertiaire » ou « Décret Éco-Énergie Tertiaire » précise les modalités d'application de l'article 175 de la loi ELAN (Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique).

Ce décret et les arrêtés successifs, notamment ceux du 10 avril 2020 et 24 novembre 2020, viennent préciser les obligations de réduction des consommations d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire et s'appliquent donc à toutes les collectivités, dont les bâtiments, parties de bâtiment ou ensembles de bâtiments ont une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> abritant un usage tertiaire.

A chaque décennie, 2030, 2040 et 2050, les collectivités obligées devront attester d'économie d'énergie sur leur périmètre assujéti via l'atteinte d'objectifs fixés dans les décrets et arrêtés.

Afin de suivre les progrès de chaque site soumis à la réglementation, leurs consommations annuelles devront donc être renseignées sur la plateforme OPERAT (Observatoire de la Performance Énergétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire), qui délivrera en retour une attestation annuelle qualifiant l'avancée de la collectivité dans sa démarche de réduction de la consommation énergétique. C'est la notation « Éco-Énergie Tertiaire ».

En application de l'article L 2224-37-1 du CGCT, le Service Energies du SDE 24 propose d'assister, dans le domaine des énergies, les EPCI et les communes qui le souhaitent en mettant à leur disposition des outils, des connaissances ainsi que des informations, des conseils technologiques, scientifiques ou d'ordre réglementaire.

Par les prestations à ce jour proposées : bilan/suivi des consommations énergétiques, audit énergétique, étude de faisabilité de production d'énergie à partir d'EnR. Le SDE 24 est en mesure de proposer, aux collectivités qui le souhaitent, un accompagnement dans la mise en œuvre du « Décret Éco-Énergie Tertiaire » sur tout ou partie du patrimoine assujéti aux obligations de réduction des consommations dudit décret.

### **Objet de la convention et description des prestations**

Cette convention de partenariat a pour objet de définir les objectifs et les modalités de réalisation des différentes missions nécessaires à l'accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre du « Décret Éco-Énergie Tertiaire » sur leur patrimoine bâti assujéti à l'obligation d'économie d'énergie.

Pour répondre aux obligations du « Décret Éco-Énergie Tertiaire », le SDE 24 réalisera, pour le compte de la collectivité signataire de cette convention de partenariat, les missions suivantes :

- L'identification et déclaration du périmètre assujéti ;
- Déclaration annuelle des consommations d'énergie ;
- Identification de l'année de référence ;
- Elaboration du plan d'actions ;
- Elaboration du dossier technique le cas échéant.

### **1. Périmètre assujéti au dispositif**

Il s'agira d'identifier le périmètre de la collectivité assujéti à l'obligation de réduction des consommations et de le déclarer sur la plateforme OPERAT.

Sont concernés :

- Les bâtiments ;
- Ou les parties de bâtiments ;

- Ou l'ensemble de bâtiments situés sur une même unité foncière ou sur un même site ; d'une surface de plancher supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> et abritant une activité tertiaire.

## **2. Déclaration annuelle des consommations d'énergie**

Il s'agira de renseigner chaque année les consommations d'énergie des bâtiments et / ou ensemble de bâtiments soumis au Décret Éco-Energie Tertiaire sur la plateforme OPERAT.

Suite à cela, le SDE 24 éditera via OPERAT et transmettra à la collectivité une attestation annuelle appelée « Notation Eco Energie Tertiaire » qualifiant l'avancée de la structure dans sa démarche de réduction des consommations d'énergie.

## **3. Déterminer l'année de référence**

Il s'agira de déterminer l'année de référence par rapport à laquelle les objectifs de réduction des consommations énergétiques en valeurs relatives seront calculés.

La date limite fixée par décret pour déclarer l'année et les consommations énergétiques de référence est fixée au 30 septembre 2022.

### **Obligation d'économie d'énergie.**

Tout bâtiment, partie de bâtiment ou ensemble de bâtiments soumis à l'obligation doit atteindre, pour chacune des années 2030, 2040 et 2050, les objectifs suivants :

- Soit un niveau de consommation d'énergie réduit, respectivement, de 40 %, 50 % et 60 % par rapport à la consommation énergétique de référence (année de référence identifiée).
- Soit un niveau de consommation d'énergie finale fixé en valeur absolue, en fonction de la consommation énergétique des bâtiments nouveaux de leur catégorie.

### **Participation financière de la collectivité**

Les participations de la collectivité seront appelées par le SDE 24 chaque année en fonction des missions réalisées sur l'année conformément à l'article 3 de la convention.

Pour la participation de la Ville de Périgueux, le montant des prestations réalisées dans le cadre de cette convention pourrait s'élever autour de 35000 €.

**Madame la Maire** ouvre le débat.

**Monsieur Cadet** rappelle que la Ville avait jusqu'à fin juin pour s'inscrire dans le dispositif.

**Madame la Maire** répond que c'est fait.

*Départ de Monsieur Dunoyer à 19h02*

**Monsieur Cadet** fait remarquer que le comportement des occupants des bâtiments concernés est très important pour la tenue des objectifs et que le choix de l'année de référence est également primordial.

**Madame la Maire** lui confirme qu'il y sera porté la plus grande attention et se félicite sur la collaboration avec le Syndicat des Energies pour y parvenir.

**Monsieur Bourgeois** indique que commission transition écologique et cadre de vie du lundi 13 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal autorise Madame la Maire à signer la convention d'accompagnement à la mise en œuvre du dispositif Eco-énergie Tertiaire.**



Monsieur Bourgeois présente le rapport.

### **Contexte.**

Ces deux dernières années, la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux s'est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et s'est engagée dans un Plan Climat Air Energie Territorial. La ville de Périgueux et le Grand Périgueux montrent une volonté claire de s'engager dans la transition écologique.

Parmi les enjeux de cette transition, il est nécessaire de lutter contre la pollution lumineuse.

L'éclairage extérieur, public et privé, impacte en effet la biodiversité en ce qu'il peut représenter un obstacle fragmentant les espaces naturels.

Des solutions existent, telles que l'aménagement de trames noires, qui permettent d'assurer la continuité écologique, à l'instar des trames vertes et bleues.

Le Syndicat Départemental d'Energies (SDE 24) propose aux communes de la Dordogne d'adhérer au projet « Trame Noire ».

### **Définition de la trame noire à l'échelle de l'agglomération.**

La principale menace sur la biodiversité induite par les activités humaines est la fragmentation des habitats naturels. Celle-ci se traduit par une réduction en quantité, densité et surface des habitats naturels au profit de milieux anthropiques. La mise en place d'un réseau écologique fonctionnel permet de prendre en compte l'intérêt biologique de certains espaces pour l'équilibre des écosystèmes et la pérennité des espèces.

Ce concept, à la croisée de la biologie de la conservation et de l'écologie des paysages, est constitué de 3 unités : la matrice (élément dominant du paysage), les tâches (milieux ponctuels) et les corridors (milieux utilisés pour le déplacement des espèces).

La définition d'une trame écologique fonctionnelle nécessite la prise en compte d'une (des) espèce(s) cible(s) : les niches écologiques diffèrent d'une espèce à l'autre et les corridors favorables à l'une peuvent être une barrière infranchissable pour une autre.

En plus des traits biologiques de l'espèce, la définition d'une trame écologique doit prendre en compte la surface, la densité des habitats favorables à l'espèce sur le territoire, mais aussi leur isolement, les habitats « imperméables » et l'évolution spatiotemporelle.

Cette notion de trame écologique fonctionnelle a été retranscrite en un concept politique d'aménagement du territoire et de préservation de la biodiversité : c'est la Trame Verte et Bleue (TVB). Elle a pour objectif de favoriser le déplacement des espèces et leur adaptation par la réduction de la fragmentation des habitats naturels.

Le décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012 précise qu'une TVB est construite de « Réservoirs de biodiversité » permettant aux espèces d'accomplir leur cycle biologique et de « Corridors biologiques » leur permettant de se déplacer.

La définition de la trame écologique a été articulée autour de grands enjeux écologiques (sous-trames) propres au territoire mais qui s'articule généralement ainsi :

- milieux boisés
- milieux ouverts
- milieux humides
- cours d'eau

### **Méthodologie.**

1 - État des lieux des connaissances sur le territoire :

Cette phase consiste à bien appréhender l'état des connaissances et des données disponibles sur les zones humides et espaces naturels remarquables du territoire afin d'optimiser la nature et les efforts d'inventaire pour alimenter l'étude.

## 2 - Analyse éco-paysagère, par photo-interprétation :

Cette phase consiste en une analyse éco-paysagère par photo-interprétation du territoire pour un pré-repérage des habitats naturels remarquables.

Pour proposer des analyses cohérentes entre enjeux 'biodiversité' et enjeux 'socio-économiques', le territoire d'étude sera réparti en trois grandes entités paysagères qui constituent des grands secteurs homogènes en termes d'unités paysagères et d'activités socio-économiques :

Entité « Urbain », qui correspond au secteur central fortement urbanisé Entité : « Agricole », qui correspond aux secteurs où l'agriculture est majoritaire dans l'occupation des sols.

Entité : « Espaces naturels » qui correspond aux habitats d'intérêt communautaire, zones humides, infrastructures agro-écologiques (zones bocagères, haies, ripisylves, zones agricoles extensives, ...) et les espaces boisés remarquables.

## 3 - L'approche de modélisation « euclidienne » des corridors

L'étude sera réalisée selon une technique informatique dite « dilatation-érosion ». C'est une méthode préconisée dans le cadre de l'étude des continuités écologiques qui permet de mettre en évidence des continuités potentielles par traitement cartographique.

## 4 - Identification et cartographie des secteurs à enjeux où la pollution lumineuse impacte la TVB

Cette identification est une première étape à la réalisation d'une Trame Noire.

Elle consistera à s'appuyer sur les données de localisation de l'éclairage public fournies par le SDE24, la ville de Périgueux et des images satellites disponibles pour produire une carte de chaleur de la pollution lumineuse.

Cette carte de chaleur, mise en perspective avec la trame noire du Grand Périgueux, permettra de localiser les réservoirs de biodiversité susceptible d'être impacté par l'éclairage public.

## 4. Participation financière de la collectivité

Aucune participation financière ne sera demandée par le SDE ou la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux.

**Monsieur Cadet** indique que cela va de pair avec l'Atlas de la bio diversité mis en place par le Grand Périgueux.

**Monsieur Bourgeois** indique que commission transition écologique et cadre de vie du lundi 13 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal décide :**

- de s'engager dans ce projet collectif, à l'échelle de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux, afin de mener une réflexion sur la mise en œuvre de trames noires pour lutter contre la pollution lumineuse ;
- d'autoriser des études nécessaires à la définition de trames noires ;
- de notifier au Grand Périgueux, par cette délibération, l'adhésion de la commune à ce programme avec le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne.

## D2022 087 - FISAC - CONVENTION VILLES CHAMBRES CONSULAIRES POUR LA RÉALISATION DE BILANS CONSEILS (rapporteur Mme MARCHAND)

**Madame Marchand** présente le rapport.

**Le contexte.**

L'Etat, la Ville de Périgueux, la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux et l'ensemble de leurs partenaires ont signé la Convention « Action Cœur de Ville » le 28 septembre 2018. Ce programme prévoit des actions de la Commune de Périgueux et de la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux qui abordent les thématiques de l'habitat, des commerces et services, des mobilités et déplacements, de la culture, des équipements publics et des aménagements urbains autant de sujets

qui permettront à la ville de Périgueux Chef-lieu du département de jouer pleinement son rôle de locomotive au service du développement de son bassin de vie.

C'est dans ce contexte et en complément du dispositif Action Cœur de Ville que la Ville a candidaté à l'appel à projet FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) 2018. Le FISAC est un dispositif d'Etat principalement destiné à financer les opérations de création, maintien, modernisation, adaptation ou transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et des services, afin de préserver ou développer un tissu d'entreprises de proximité.

L'Etat a notifié à la Ville de Périgueux l'attribution d'une enveloppe FISAC pour un total de 170 427 € dont :

- 120 000 € d'aides directes aux entreprises qui doivent être abondées par les collectivités locales dont la Ville et la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux afin d'atteindre une enveloppe globale de 400 000 €. La Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Dordogne seront également sollicités pour abonder cette enveloppe.

- 50 427 € d'aides au fonctionnement.

En complément du dispositif FISAC, la Ville de Périgueux et la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux ont mis en place un dispositif d'aide à l'installation pour les créations de nouveaux commerces via une subvention calculée sur la base du loyer.

Ces dispositifs d'aides aux commerçants et artisans ont deux objectifs principaux :

- Soutenir les commerces existants dans le cadre de travaux de rénovation, adaptation et modernisation de leur outil de travail ;

- Encourager l'installation de nouvelles enseignes et/ou reprise d'activité en vue de lutter contre la vacance commerciale et diversifier l'offre par un accompagnement financier des commerçants et artisans calculé sur la base du loyer commercial.

L'obtention de ces aides est soumise à la réalisation d'un bilan-conseil afin de donner des éléments d'analyse et de prospective aux entreprises bénéficiaires du dispositif. Il a été convenu de confier cette mission à la Chambre des Métiers de Dordogne et à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dordogne.

Il a donc été décidé d'établir une convention de partenariat concernant l'intervention des chambres consulaires dans ce dispositif d'aide au commerce de proximité.

Le projet de convention joint en annexe a pour objet de préciser les modalités de ce partenariat.

**Madame Marchand indique que** la commission Attractivité commerciale et tourisme du lundi 20 juin 2022 a donné un avis favorable.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal décide :**

- d'approuver le projet de convention de partenariat entre la Ville de Périgueux, la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux, la Chambre des Métiers de Dordogne et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dordogne ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer cette convention de partenariat et tout document afférent à celle-ci.

**D2022 088 - PÉRIGORD HABITAT - SUBVENTION OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS**  
**(rapporteuse Mme FRANCESINI)**

**Madame Francesini présente le rapport.**

Vu l'avis favorable es commissions transition écologique et cadre de vie du lundi 13 juin 2022 et Finances du mardi 21 juin 2022.

En matière d'habitat, la Ville de Périgueux se fixe deux ambitions : accueillir de nouvelles populations et notamment des familles; promouvoir la production d'un parc de logements abordables à charges maîtrisées tout en assurant le maintien d'un taux de logements sociaux afin de respecter le seuil de 20% (fixé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain). Par ailleurs, la Ville de Périgueux soutient les démarches visant à améliorer la qualité de l'offre de logements sociaux existant afin de l'adapter aux besoins des habitants.

Compte tenu du faible potentiel foncier sur la Ville, les enjeux portent sur la réhabilitation du parc existant davantage que sur la construction nouvelle. L'OPAH-RU Amélia 2 (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain) menée par la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux constitue ainsi un outil pour la requalification du parc privé ancien sur l'ensemble de la commune pour lequel la Ville apporte ainsi une participation financière importante.

Concernant le parc public, et les conditions énumérées ci-dessus, l'amélioration de l'offre de logements sociaux passent par des opérations de démolition-reconstructions, d'acquisition-amélioration, de réhabilitation et dans une moindre mesure de constructions neuves qui nécessitent un soutien financier des Collectivités territoriales.

Par délibération en date du 6 juillet 2017, le Grand Périgueux a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2017-2022. Le règlement d'intervention du Grand Périgueux prévoit un dispositif d'aides en faveur du logement social alimenté à parts égales par le Grand Périgueux et la commune sur laquelle porte le projet. Ce soutien communal peut prendre la forme d'aide directe (subvention) ou d'aide indirecte (valorisation du foncier, participation aux travaux de VRD, etc.).

La participation forfaitaire de chacun des cofinanceurs a été fixée à 1500 € par logement neuf, 1500 € par logement réhabilité et jusqu'à 1000 € de majoration de l'aide de base par logement en acquisition-amélioration. Les aides publiques ainsi accordées permettent d'assurer la faisabilité financière des opérations des bailleurs sociaux avec des loyers abordables tant en construction neuve, en acquisition, amélioration mais aussi en réhabilitation thermique du parc ancien.

Dans le cadre de son Plan Stratégique de Patrimoine, l'Office Public HLM Périgord Habitat a sollicité la participation financière de la Ville de Périgueux pour trois opérations : deux opérations de réhabilitation et une opération de construction neuve :

#### - Opération de réhabilitation du Toulon.

Périgord Habitat a décidé d'effectuer des travaux de ravalement des façades des 3 bâtiments collectifs situés dans le quartier du Bas-Toulon au 188 route d'Angoulême et 1 Chemin de la Monzie, dans le quartier prioritaire de la Politique de la Ville de la Boucle de l'Isle. Ces 3 bâtiments regroupent 80 logements collectifs (en R+4 et R+8) construits en 1970 et 1972. Le projet porte sur deux types de travaux :

- L'isolation thermique extérieure des façades des 3 bâtiments ;
- La réfection des ascenseurs du bâtiment C (30 logements en R+8).

<b>Réhabilitation de 80 logements quartier du Bas-Toulon - 188 route d'Angoulême et 1 Chemin de la Monzie</b> <b>Montant de l'aide communale = 120 000 €</b>					
Répartition	Nombre	Livraison	Avancement	Participation financière Ville de Périgueux	Coût Total prévisionnel de l'opération
80 collectifs : Bât A = 20 logements Bât B = 30 logements Bât C = 30 logements	TOTAL = 80 LLS	Fin 2022	Etudes	80 x 1500 €  <b>TOTAL = 120 000€</b>	<b>611 065 € HT</b>

#### Opération de réhabilitation Bâtiment Jean Macé au Hameau des Mondoux.

Dans le cadre de la future restructuration du Hameau du quartier des Mondoux, Périgord Habitat prévoit la réhabilitation du bâtiment Jean Macé composé de 41 logements sociaux. Ce bâtiment de 90m de long avec 4 étages de logements va connaître des travaux de réhabilitation suivants :

- Isolation par l'extérieur de l'ensemble du bâtiment ;



- Traitement des entrées avec un agrandissement des halls d'entrée par l'intégration d'une partie des espaces sous-coursives, ce qui permettra de créer des SAS d'entrée avec fermeture des passages sous porche pour l'aménagement de locaux vélos ;
- Création d'un système d'interphonie ;
- Eclairage des circulations verticales ;
- Désamiantage des plafonds des halls ;
- Réaménagements des celliers ;
- Remplacement des portes palières ;
- Création de Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC)...

La consommation énergétique passerait de 121 KWh/m<sup>2</sup> à 53 KWh/m<sup>2</sup>, soit un gain estimé de 68 KWh/m<sup>2</sup>.

Cette opération s'inscrit dans le programme Action Cœur de Ville.

<b>Réhabilitation de 41 logements locatifs sociaux - Rue Jean Macé</b> <b>Montant de l'aide communale = 61 500 €</b>					
Répartition/ Typologie	Nombre	Livraison	Avancement	Participation financière Ville de Périgueux	Coût Total prévisionnel de l'opération
41 collectifs : 2 T1 ; 19 T3 ; 20 T4	41 LLS	30/01/2023	Etudes	41 X 1500 € <b>TOTAL = 61 500 €</b>	<b>1 739 218 € HT</b>

#### -Opération de construction de 30 logements locatifs sociaux, Chemin de Saltgourde

Dans le cadre de la clôture du PRU du Gour de l'Arche, et de la reconstitution partielle des 220 logements de Saltgourde démolis en 2018, Périgord Habitat a programmé une opération de construction de 30 logements sociaux. Cette opération, dénommée résidence de La Minoterie sera constituée de 12 pavillons individuels en R+1 avec garage et jardin et 18 logements collectifs en R+2 avec jardin pour les rez de chaussées et une buanderie/garage à vélos. Les 12 logements collectifs, répartis en 4 blocs de maisons mitoyennes seront composés de 6 T3 et 6 T4. Les 18 logements collectifs répartis en 5 blocs seront composés de 11 T2 et 7 T3.

Un bâtiment annexe sera construit pour accueillir une buanderie et un local vélo. Des jardins partagés sont également prévus.

Un parking privatif sera réservé aux locataires des collectifs. Des chemins et voies cyclables traverseront le terrain pour desservir les différents bâtiments et donner accès à la voie verte.

<b>Construction de 30 logements locatifs sociaux - Chemin de Saltgourde</b> <b>Montant de l'aide communale = 45 000 €</b>					
Répartition/ Typologie	Nombre	Livraison	Avancement	Participation financière Ville de Périgueux	Coût Total prévisionnel de l'opération
12 individuels 18 collectifs : 11 T2 ; 13 T3 ; 6 T4	30 LLS	30/09/2023	Etudes	30 X 1500 € <b>TOTAL = 45 000 €</b>	<b>3 772 799 € HT</b>

Ces opérations feront également l'objet de participations financières de la part de l'Etat, du Grand Périgueux, et d'emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*



A l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver les participations financières de la Ville de Périgueux aux opérations portées par Périgord Habitat et décrites ci-dessus ;
- d'engager les dépenses au titre du budget 2022 ;
- de procéder au versement des acomptes et solde des participations financières de la Ville de Périgueux dès l'achèvement des travaux sur présentation des justificatifs ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer les documents afférents à ces opérations.

#### D2022 089 - AMÉLIA 2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (rapporteuse Mme FRANCESINI)

Madame Francesini présente le rapport.

Vu l'avis favorable des commissions transition écologique et cadre de vie du lundi 13 juin 2022 et Finances du mardi 21 juin 2022.

Vu la délibération du Conseil communautaire n° DD115-2018 du 5 juillet 2018 approuvant la mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général en matière d'habitat,

Vu la délibération de la Ville de Périgueux du 6 juillet 2018 approuvant la mise en œuvre du Programme Amélia 2 en matière d'habitat et fixant les taux de subvention de la Commune,

Vu la convention de l'OPAH-RU Amélia 2 signée le 31 décembre 2018 entre l'Agence Nationale de l'Habitat, le Conseil départemental de la Dordogne et la Communauté d'agglomération le Grand Périgueux et la Ville de Périgueux,

La Communauté d'agglomération Le Grand Périgueux a décidé de lancer un nouveau programme en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, pour une durée de 5 ans : Amélia 2 (2019-2022). L'objectif partagé sur tout le territoire est d'améliorer l'état des logements anciens très dégradés, nécessitant notamment, des travaux thermiques ou de mise en conformité des assainissements non collectifs, mais aussi de soutenir l'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap. Il permet enfin d'agir sur la rénovation de façades et de remettre sur le marché des logements vacants.

Cette procédure permet aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants, sous certaines conditions, de bénéficier d'aides majorées de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et d'autres partenaires financiers (Le Grand Périgueux, Région, Caisses de retraite, etc.), dès lors que les communes interviennent.

Outre des subventions directes aux propriétaires, la Communauté d'agglomération prend en charge le financement d'une équipe technique qui aide les propriétaires à définir leur projet et à monter leur dossier, ainsi que les dépenses de communication pour faire connaître Amélia 2 aux habitants.

Pour sa part, la Ville de Périgueux accompagne activement ce dispositif pour répondre aux objectifs du Programme Local de l'Habitat communautaire mais également à la stratégie communale d'amélioration des logements anciens et du cadre de vie. Ainsi, comme le prévoit le programme Action Cœur de Ville de Périgueux, l'OPAH-RU Amélia 2 constitue un important levier de redynamisation du centre-ville grâce à la requalification du parc ancien.

Dans ce cadre, la Ville de Périgueux abonde les subventions de l'ANAH tant en faveur des propriétaires bailleurs faisant le libre choix de conventionner leur logement que des propriétaires occupants à revenus modestes et très modestes, conformément aux critères de l'ANAH (éligibilité, plafonds de travaux, etc.).

23 dossiers, pour un montant de 48 908,26€ ont été présentés aux Commissions communautaires d'attribution des subventions réunies en dates du 31 mars, 27 avril, 25 mai et 8 juin 2022.

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

A l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver l'attribution des subventions au titre de l'aide aux travaux de l'OPAH-RU Amélia 2 aux propriétaires dont la liste est jointe en annexe ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer les conventions financières d'engagement des subventions ainsi que tous les documents se rapportant à cette opération et à sa mise en œuvre.

## D2022 090 - TRAVAIL À TEMPS PARTIEL (rapporteur M. LAVITOLA)

Monsieur Lavitola présente le rapport.

Monsieur Guimbail indique que la commission Affaires générales, ressources humaines, administration municipale du mercredi 22 juin 2022 a donné un avis favorable.

Les personnels peuvent demander, sous certaines conditions, à exercer leurs fonctions à temps partiel. L'organe délibérant de la collectivité fixe, dans les conditions précisées à l'article 60 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les modalités du temps partiel. Selon les cas, le temps partiel est accordé de droit ou sous réserve de nécessité de service.

### **Le temps partiel accordé de droit**

Le temps partiel de droit est accordé, sur demande, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet ou à temps non-complet pour les motifs suivants :

- A l'occasion d'une naissance, jusqu'aux trois ans de l'enfant, ou de chaque adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant l'arrivée au foyer de l'enfant ; ce temps partiel peut être annualisé si l'assemblée délibérante le décide ;
- Pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'une maladie ou d'un accident grave ;
- En cas de handicap ou d'invalidité, après avis du médecin de prévention.

Le temps partiel de droit est également accordé, sur demande, aux agents contractuels de droit public dans les mêmes conditions que les fonctionnaires, à la condition toutefois qu'ils soient employés depuis au moins un an à temps complet ou en équivalent temps plein pour pouvoir bénéficier d'un temps partiel de droit pour naissance ou adoption.

Les travailleurs handicapés recrutés en qualité d'agents contractuels bénéficient du temps partiel dans les mêmes conditions que les fonctionnaires stagiaires, c'est-à-dire sans condition d'ancienneté de service.

### **Le temps partiel sous réserve de nécessité de service.**

Le temps partiel sur autorisation peut être accordé pour des raisons personnelles ou pour la création ou reprise d'entreprise, sous réserve des nécessités du service :

- aux fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, en activité ou en détachement ;
- aux agents contractuels de droit public à temps complet en activité employés depuis plus d'un an de façon continue à temps complet.

Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier, en fonction des nécessités de fonctionnement du service, les modalités d'attribution et d'organisation du temps partiel demandé par l'agent, en fixant notamment la répartition du temps de travail de l'agent bénéficiaire.

Il appartient à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique, de fixer les modalités d'exercice du travail à temps partiel.

### **Catégorie d'agents bénéficiaires.**

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que les agents contractuels de droit public employés à temps complet depuis au moins un an, peuvent bénéficier du travail à temps partiel dans les conditions sus-décrites.

En cas de refus par l'employeur, un entretien devra préalablement avoir lieu avec l'agent demandeur.

### **Organisation du travail.**

Le temps de travail à temps partiel de droit et le temps partiel sous réserve de nécessité du service peuvent être organisés de façon quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, en concertation avec l'agent.

## **Quotités.**

Le temps partiel de droit est accordé en fonction de la demande de l'agent pour une quotité de 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire des agents exerçant les mêmes fonctions à temps plein. La réglementation exclut la quotité de 90% pour le temps partiel de droit.

Le temps partiel sous réserve de nécessité de service est accordé pour des quotités de 50 %, 60 %, 70%, 80 % ou 90 %.

## **Demande de l'agent et durée d'autorisation.**

Les demandes de temps partiel sur autorisation devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée. Les demandes de temps partiel de droit ne seront soumises à aucun délai de préavis.

Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable du Comité Technique lors de sa séance du 4 mai dernier.

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal décide de permettre le travail à temps partiel des agents de la collectivité dans les conditions de l'article 60 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.**

## **D2022 091 - INDEMNITÉ DE RESPONSABILITÉ DES RÉGISSEURS (rapporteur M. LAVITOLA)**

Monsieur Lavitola présente le rapport.

Monsieur Guimbail indique que la commission Affaires générales, ressources humaines, administration municipale du mercredi 22 juin 2022 a donné un avis favorable.

Les dispositions de l'article premier du 14 juin 1985, relatif au taux de l'indemnité des régisseurs, prévoit que l'indemnité de responsabilité que perçoivent les régisseurs de recettes des collectivités peuvent être majorées dans la limite de 100 %, lorsque sont réunies les deux conditions suivantes :

- ouverture au public au-delà des périodes normales d'exécution du service,
- nombre moyen hebdomadaire d'opérations d'encaissement supérieur à 200.

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal décide d'appliquer cette disposition au taux maximum aux régisseurs de la commune qui remplissent les conditions, ce à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.**

## **D2022 092 - ADHÉSION DE LA COMMUNE À L'ASSOCIATION NOT (rapporteur M. LAVITOLA)**

Monsieur Lavitola présente le rapport.

Monsieur Cadet indique que la commission Affaires générales, ressources humaines, administration municipale du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

La Commune de Périgueux souhaite développer les initiatives en faveur de la jeunesse, de l'emploi, de l'insertion professionnelle, de l'égalité des chances, et du développement local sur l'ensemble de son territoire.

L'une des priorités de son mandat est l'insertion professionnelle des jeunes.

Sur le territoire national, le nombre de jeunes diplômés de moins de 30 ans sans emploi augmente et parmi eux, les jeunes diplômés issus de quartiers prioritaires ou de milieux sociaux modestes sont d'autant plus touchés.

Afin de favoriser la complémentarité des dispositifs, et dans le cadre de l'opération « Nos Quartiers ont des Talents », la Ville veut s'appuyer sur un partenariat en adhérant à l'association NQT.

La Ville informera les acteurs locaux de l'existence de ce partenariat et transmettra à NQT les coordonnées des responsables des différents structures locales qu'elle jugera pertinente de solliciter. Cette adhésion permettra notamment de :

- mobiliser les jeunes diplômés du territoire et leur faire bénéficier d'un réseau de parrainage et d'entreprises de haut niveau,
- favoriser la complémentarité avec les partenaires emploi locaux pour travailler en coordination,
- assurer un suivi régulier, la transmission d'un tableau de bord avec la situation de chaque jeune ainsi qu'une synthèse annuelle des actions menées sur l'année écoulée,
- permettre aux cadres et dirigeants de la collectivité de devenir parrain / marraine et mise en place du parrainage collégial parmi les cadres et les élus,
- valoriser des parcours de réussite via des témoignages de jeunes résidant sur le territoire (publication dans les supports papier, prise de parole...),
- mise en place d'événements tels que la signature officielle de partenariat, sa reconduction, les Clubs de jeunes diplômés ou encore des ateliers animations RH,
- mobilisation des entreprises implantées localement, organisation de rencontres, transmission d'email ou courrier de présentation de l'association,
- diffusion de supports de communication (mise en disposition d'outils pour informer les jeunes du territoire, leurs proches et les acteurs locaux).

*Personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

**A l'unanimité, le Conseil municipal décide :**

- d'approuver l'adhésion de la Commune de Périgueux à l'association NQT ;
  - d'inscrire chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle de la Commune de Périgueux (la cotisation annuelle étant établie selon la strate de population de la commune et le règlement intérieur de l'association NQT).
- La cotisation s'élève à 3 588 € pour une période courant du 1er mai 2022 au 30 avril 2023 ;
- d'autoriser Madame la Maire ou son représentant à signer la convention ci-annexée.

#### **D2022 093 - ADHÉSION À L'ANVITA (rapporteur M. LAVITOLA)**

**Monsieur Lavitola** présente le rapport.

**Monsieur Cadet** indique que la commission Affaires générales, ressources humaines, administration municipale du mardi 21 juin 2022 a donné un avis favorable.

L'Association Nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) est la constitution d'un lieu de mise en commun et d'échanges de pratiques entre les élus œuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes et ce, au niveau national et local.

L'association a aussi pour objectif d'accompagner des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales souhaitant s'inscrire dans une politique d'accueil adaptée et leur permettant de répondre aux impératifs de l'urgence et de l'accompagnement des personnes migrantes sur le court, moyen et long terme.

L'ANVITA pourra être membre de réseaux à l'international œuvrant aux mêmes objectifs.

Cette association a vocation à rassembler une pluralité d'acteurs des territoires, à l'exception de ceux prônant le racisme et la haine de l'autre. L'association promeut l'hospitalité, source de politiques inclusives d'accès à l'emploi, la formation, le logement, l'éducation, la santé, la culture, la cohésion sociale, l'émancipation individuelle. Celle-ci doit aussi relever d'approches spécifiques ciblant les personnes migrantes qu'elles soient réfugiées, demandeuses d'asile et toutes personnes en situation de précarité.

Les objectifs de l'association sont :

- Rassembler les élus des majorités et des oppositions ainsi que les services confrontés aux problématiques d'accueil des migrants sur nos territoires.
- Mutualiser les pratiques et les savoirs en matière d'accueil et d'intégration, déclinés sur chaque politique publique locale.

- Accompagner les élus souhaitant accueillir sur leur territoire, par la mise à disposition de bonnes pratiques et par la mise en relation d'élus accueillants avec des élus souhaitant accueillir.
- Mobiliser les élus autour des enjeux liés aux politiques migratoires actuelles.
- Mettre en place une coordination nationale permettant d'associer aux élus, les migrants, les acteurs associatifs, les collectifs citoyens, les juristes et les chercheurs impliqués sur la question de l'accueil.
- Mettre en place un cadre de dialogue avec l'État pour construire une stratégie nationale d'accueil.
- Contrer les atteintes à l'éthique et aux droits fondamentaux et soutenir, accompagner, impulser, organiser des actions de soutien aux migrants avec les acteurs dans leur grande diversité (sur les terrains divers : juridique, médiatique, politique, etc.).

Le montant des cotisations des membres est proposé pour chaque année à venir par le Conseil d'Administration et adopté par l'Assemblée Générale.

La cotisation est payable le mois de l'inscription et ensuite chaque année.

La grille tarifaire est la suivante :

La ville de Périgueux devra s'acquitter d'une cotisation annuelle de 600 € pour adhérer à l'ANVITA.

L'adhésion à l'ANVITA est également soumise à l'adoption de leur charte (disponible en annexe).

**Madame Toulat** indique que son groupe votera contre cette adhésion, dans la mesure où il existe déjà d'autres dispositifs auxquels celui-ci viendrait se superposer. De plus, elle trouve que beaucoup d'associations auxquelles la municipalité adhère pour le compte de la Ville ont des objets politiques. Elle souhaiterait d'ailleurs avoir la liste de ces adhésions.

**Madame la Maire** invite les conseillers à assister au parrainage républicains d'une famille qui va avoir lieu dans les prochains jours.

**Monsieur Cadet** lui répond que ce n'est pas la place des élus car cette famille doit être expulsée dans les prochaines semaines et que ce parrainage ressemble à un pied de nez au Préfet.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

Par 25 voix pour, 6 contre (Mmes Toulat, Mayaud, Jarrige, Mrs Dunoyer, Audi, Cadet) et 2 abstentions (Mme Landon, M. Palem), le Conseil municipal décide :

- d'adhérer à L'Association Nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) ;
- d'inscrire la somme dévolue à cette adhésion au budget ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer tous les documents et actes afférents à cette adhésion.

#### D2022 094 - CRÉATION D'UN POSTE DE DIRECTEUR/DIRECTRICE DU FUTUR OFFICE DE TOURISME (rapporteur M. LAVITOLA)

**Monsieur Lavitola** présente le rapport.

Vu l'avis favorable de la commission Education, sport, culture du mardi 21 juin 2022.

Par délibération du 8 juin dernier, le conseil municipal a décidé d'engager une procédure de reprise de la compétence « promotion touristique, dont la création d'office de tourisme ».

Afin de réussir ce retour, il sera nécessaire de procéder au recrutement d'un professionnel qui serait chargé dans un premier temps de mettre en œuvre les différentes étapes de la reprise, avant d'assurer la direction de la future structure, sachant que les services de la Ville se sont déjà organisés afin de mettre en place les conditions nécessaires à la reprise de cette compétence.

Cet emploi à temps complet sera ouvert aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des attachés territoriaux ou des attachés territoriaux de conservation du patrimoine. Il devra être titulaire d'un diplôme Bac+4/5 pour pouvoir maintenir le classement de l'office.



Par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8-2 du Code Général de la Fonction publique (pour les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté).  
Ses missions seraient les suivantes :

#### **Optimisation des conditions de retour de la compétence.**

- Anticiper les impacts du transfert de compétence,
- Mesurer le périmètre et le contenu du projet,
- Mesurer l'impact financier, organisationnel et économique du transfert et du projet et, en transversalité avec les autres services de la collectivité, mettre en place les conditions de la transition,
- Etablir et mettre en application un calendrier de reprise.

#### **Direction de l'office de tourisme.**

##### **Missions générales :**

Préparer et mettre en œuvre les décisions des élus et des professionnels réunis dans l'organe de direction de la structure, dans le cadre de la politique touristique du territoire et de son déploiement, avec comme finalité la performance de l'économie touristique, dans le cadre des orientations et des missions du Conseil d'Administration de la structure gestionnaire.

##### **Missions principales :**

- Management Général,
- Relations avec les élus du Conseil d'Administration et avec les techniciens référents de la commune,
- Relations avec les professionnels du tourisme du territoire et leurs représentants,
- Elaboration, impulsion et application de la stratégie touristique de la structure,
- Gestion du personnel,
- Gestion du budget dans le respect des normes et règlements propres au service et conformément aux délibérations du Conseil d'Administration,
- Supervision du service : Vente, Accueil-Information, Promotion, Communication, Animation Commerciale, Comptabilité, RH, Gestion des équipements éventuels,
- Activités Administration générale : préparer les délibérations du Conseil d'Administration, - Coordonner et animer le Conseil d'Administration (délibérations, relevés de conclusions),
- Suivre les tableaux de bord,
- S'assurer de la conformité de l'établissement en matière d'hygiène et de sécurité, de réglementation sociale,
- Garantir la conformité de la structure avec l'ensemble des dispositions légales et réglementations propres aux organismes de tourisme,
- Réaliser et suivre les comptes de résultats et les budgets,
- Assurer le maintien du classement de l'OT,
- Etablir des rapports d'activité,

Le recrutement ne sera effectif qu'à partir du moment où la Commune aura officiellement acté la reprise (soit approximativement le 1er octobre 2022).

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité (ou de l'établissement).

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

**Monsieur Palem** demande ce que va devenir la Directrice actuelle.

**Monsieur Lavitola** répond que le Grand Périgueux conservant la compétence pour le reste de son territoire, elle ne sera pas transférée, d'où la nécessité de ce recrutement.

*Plus personne ne souhaitant intervenir, il est passé au vote.*

Par 26 pour, 6 contre (Mmes Toulat, Mayaud, Jarrige, Mrs Dunoyer, Audi, Cadet) et 1 abstention (M. Gaschard), le Conseil municipal décide :

- de créer un poste de directeur de l'Office de Tourisme, dans les conditions ci-dessus exposées, qui serait chargé dans un premier temps de mettre en œuvre les différentes étapes de la reprise de la compétence « promotion touristique, dont la création d'office de tourisme », avant d'assurer la direction de la future structure support de l'OT de Périgueux.
- de charger Madame la Maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

**D2022\_095 - MOTION POUR SOUTENIR LE PRINCIPE D'UNE LOI CONSTITUTIONNELLE VISANT À PROTÉGER LE DROIT À L'AVORTEMENT (rapporteuse Mme LABAILS)**

**Madame la Maire** donne lecture de la motion qu'elle soumet à l'approbation du Conseil Municipal puis ouvre le débat.

**Madame Mayaud** entend le problème posé par la décision de la Cour Suprême des Etats Unis, mais indique que la France n'est pas dans le même contexte juridique avec l'adoption de la Loi Weil, et regrette qu'on importe un problème américain.

**Madame la Maire** confirme elle aussi l'importance de la Loi Weil, mais indique que le droit à l'avortement est une question universelle et que toute atteinte mérite d'être combattue. Elle propose de supprimer toute référence aux USA et d'ajouter une référence à la Loi Weil.

**Monsieur Audi** souhaite que soit rappelé l'attachement à la Loi Weil avec un adjectif fort.

**Monsieur Gaschard** indique qu'il inscrira sa position dans le débat national sur la constitutionnalisation de ce droit.

**Madame Baylet** se dit pour la constitutionnalisation au regard de la position exprimée sur le sujet par certains élus du rassemblement national.

*Les deux amendements sont mis au vote et adoptés à l'unanimité.*

Par 32 voix pour et une abstention (Mme TOULAT), le Conseil municipal décide de soutenir le principe d'une loi constitutionnelle visant à protéger le droit à l'avortement en inscrivant le respect de l'IVG dans la constitution française, sur la base du texte ci-dessous.

« Considérant notre profond attachement à la loi portée en 1975 par Simone Veil permettant le recours à l'IVG dans notre pays ;

Considérant que le droit à l'interruption volontaire de grossesse est une conquête politique – démocratique et laïque – et un marqueur fort de l'égalité femme – homme de notre société. Loin d'être évident, ce droit a été conquis de haute lutte et il convient d'être constamment vigilant pour qu'il ne soit pas remis en cause ;

Considérant que les attaques récurrentes portées à ce droit fondamental par des courants politiques extrémistes ou proches de mouvances religieuses traditionalistes.

Qu'il s'agisse de manifestations anti-IVG ou d'actions médiatiques chocs de certains groupements politiques, nous ne pouvons que constater que la légitimité de ce droit est constamment remise en cause ;

Considérant que la conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies stipule que « les droits fondamentaux des femmes incluent la maîtrise de leur sexualité et la liberté de décision en matière de procréation ». L'instauration de l'IVG pour l'émancipation des femmes est donc bel et bien le résultat d'un combat politique universaliste ; »



Le Conseil Municipal de Périgueux décide de soutenir le principe d'une loi constitutionnelle visant à protéger le droit à l'avortement en inscrivant le respect de l'IVG dans la constitution française

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 50.

A Périgueux, le 30 juin 2022

La secrétaire  
Béatrice LAPORTE

